

JEUNESSE

**UN AUTRE REGARD,
DE NOUVELLES POLITIQUES**



L'AUTONOMIE DES JEUNES ET LE RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS

**RAPPORT DE L'ENQUÊTE 2013
« LES FRANÇAIS ET LES JEUNES »**

**observatoire
de la jeunesse
solidaire**

Présentation

Chaque année, depuis 2009, l'**Afev** publie une enquête annuelle sur les enjeux liés à la jeunesse avec le soutien d'**Audirep** et la **Fondation BNP Paribas** et avec la participation de l'**Anacej**, l'**Injep** et l'**Observatoire des inégalités**.

Une démarche née de la volonté de comprendre le rapport de la société française à sa jeunesse en croisant les regards des Français et d'acteurs de la vie publique. Cette enquête exclusive porte sur le regard des Français sur les jeunes et les politiques publiques menées en faveur de la jeunesse. La sociologue, Cécile Van de Velde, et experte des questions liées à la jeunesse, commente les résultats.

Une jeunesse au coeur des débats ?

Pour la 5e année consécutive, l'Afev et ses partenaires poursuivent leur démarche auprès des Français et mettent un accent particulier sur les inégalités entre les jeunes. Selon les Français, quel doit être le rôle des pouvoirs publics ? Comment permettre l'autonomie des jeunes dans un contexte de crise sociale et économique ?

➔ Rendez vous sur **www.jeunessesolidaire.org**

Organisé par



Avec le soutien de



Avec la participation de

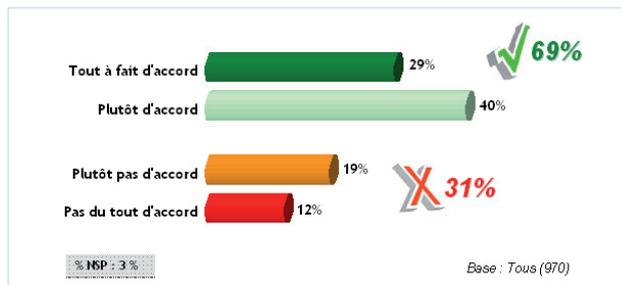


Enquête Afey-Audirep-Fondation BNP Paribas 2013

Les Français souhaitent plus **d'autonomie pour les jeunes**

Le soutien aux jeunes est pour une majorité des Français une action positive des pouvoirs publics (69 %)

En France, il existe des systèmes de solidarité pour les jeunes n'ayant pas encore intégré le monde du travail (aide financière et accompagnement personnalisé). Considérez-vous aujourd'hui que ce soutien aux jeunes est une action positive de la part des pouvoirs publics ?

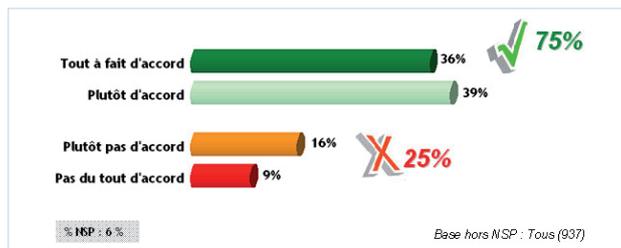


7 Français sur 10 considèrent que le soutien aux jeunes par les pouvoirs publics est une action positive ; elle facilite l'insertion professionnelle et les Français jugent nécessaire de donner une chance aux jeunes, de leur apporter de la confiance et ainsi de la motivation.

La plus grande partie des Français estiment que cette aide doit être attribuée aux jeunes sans aucune condition particulière. Toutefois, 32 % des 15-24 ans pensent que ce soutien pour les jeunes âgés de 18 ans et plus, n'ayant pas encore intégré le monde du travail, doit être attribué en prenant en compte la situation financière de ces jeunes.

Ce soutien doit être dirigé directement envers les jeunes majeurs (75 %)

Concernant l'aide financière aux jeunes, elle est aujourd'hui attribuée en partie directement à leurs familles. Pensez-vous que cette aide devrait être attribuée directement aux jeunes quand ils deviennent majeurs ?



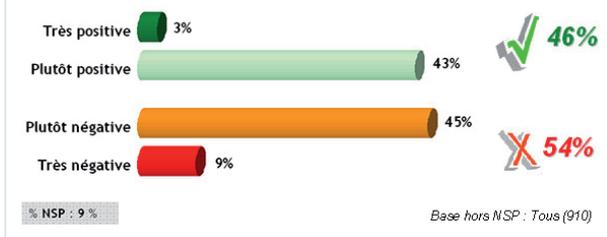
Aujourd'hui, l'aide financière aux jeunes majeurs est en partie directement attribuée à leurs familles, par l'intermédiaire notamment des allocations familiales et du quotient familial. Dans ce cadre, une grande majorité de Français pensent que ce soutien devrait directement être attribué aux jeunes quand ils deviennent majeurs.

Le baromètre du regard des Français sur les jeunes : **une amélioration du regard sur les jeunes des quartiers populaires**

Comparativement aux enquêtes menées en 2011 et 2012, la perception globale de la jeunesse demeure positive pour les Français. Le regard porté sur les jeunes des quartiers populaires s'améliore tendanciuellement (+ 7 points entre 2011 et 2013).

Les inégalités entre les jeunes sont une réalité pour une majorité des Français. Près de 8 Français sur 10 considèrent toujours en 2013 que les jeunes n'ont pas tous les mêmes chances de réussir socialement.

Diriez-vous des jeunes issus de quartiers populaires, au travers de leurs comportements, de leurs actions dans la société, que vous en avez une image...



Aux yeux des Français, les jeunes doivent se réaliser de leur propre chef ; le diplôme est perçu comme la 1^{ère} condition de réussite des jeunes aujourd'hui et la capacité à créer des liens avec la société (comme s'engager dans une cause citoyenne et solidaire, faire partie d'une association, voyager...) arrive en 2nde position.

Conscients des facteurs sociaux pouvant favoriser les inégalités entre les jeunes, les Français montrent toujours des opinions tranchées sur la réussite sociale des jeunes.

Dans ce contexte, les Français considèrent que les politiques publiques ont véritablement un rôle à jouer dans la réduction de ces inégalités : ils sont 74 % à penser que c'est aux pouvoirs publics de réduire les inégalités entre les jeunes.

Le point de vue de...



→ **CÉCILE VAN DE VELDE**, Sociologue, marraine de l'Observatoire de la jeunesse solidaire

Cécile Van de Velde, maître de conférences en sociologie à l'EHESS – Centre Maurice Halbwachs et marraine de l'Observatoire de la jeunesse solidaire, commente les résultats de cette enquête 2013 réalisée par Audirep pour l'Afev. Parmi ses domaines d'études, les mobilisations sociales de jeunesse depuis la crise financière, la solitude en France au fil des âges de la vie, et une comparaison entre jeunes européennes axée sur le retour de la famille face à la crise.

Comment analysez-vous l'évolution de la perception des Français à l'égard de la jeunesse ?

73 % d'entre eux déclarent avoir une image positive de la jeunesse en général, un chiffre qui varie peu d'une enquête sur l'autre (75 % l'an dernier, 73 % déjà en 2011) : il s'agit ici avant tout d'une stabilisation de l'image des jeunes, avec un chiffre assez élevé et donc encourageant. Quand ils parlent de la jeunesse, les Français en ont deux images en tête : la jeunesse étudiante, qui « souffre » et mérite donc qu'on la plaigne au nom de l'empathie, et la jeunesse des quartiers, d'autant plus stigmatisée que la première est louée. Ces deux images laissent de côté toute une série d'autres jeunes : jeunesse salariée, jeunes « décrocheurs », jeunes issus des quartiers qui étudient à l'université – des jeunes que la société et les décideurs peinent à percevoir, et donc à soutenir. Comme on fait, en France, du diplôme un passage obligé, un tropisme existe sur les étudiants, renforcé par les vagues de démocratisation scolaire. Quand François Hollande parlait dans son programme de l'allocation d'autonomie, par exemple, c'est à la jeunesse étudiante qu'il pensait en premier lieu. Les jeunes Français seraient soit des étudiants à temps plein, pris en charge par la famille, soit des chômeurs, des « galériens » - un clivage assez trompeur. Une jeunesse dans le système, qui en est victime, et une autre hors-système, qui fait d'autant plus peur qu'on ne la connaît qu'à travers le prisme médiatique.

Pour autant, l'image des jeunes issus des quartiers populaires semble s'améliorer avec le temps...

Oui, elle est passée de 39 % d'opinions positives en 2011 à 46 % aujourd'hui. Sept points, ce n'est pas rien. Mon hypothèse, c'est que la moindre focalisation médiatique sur les quartiers contribue en partie à cette évolution. Peut-être que la réflexivité des médias par rapport à eux-mêmes a joué un rôle, avec la meilleure valorisation du travail associatif, le changement d'image du rap par exemple... Cela dit, à l'approche des élections, les historiens américains ou européens ont toujours constaté que les bandes de jeunes étaient systématiquement désignées comme les « classes dangereuses » – on ne stigmatise pas toute une génération, mais une fraction de celle-ci. Vecteurs du changement, ils font peur aussi parce que l'avenir fait peur, et sont vécus comme une menace. Mais les résultats du sondage sont rassurants : alors qu'un peu plus d'un Français sur trois accordait du crédit à cette jeunesse il y a deux ans, ils sont désormais presque un sur deux à le faire...

Y a-t-il d'autres jeunes occultées par l'opinion publique ?

La jeunesse rurale, par exemple, soumise pourtant de plus en plus à des processus d'enfermement assez similaires à ceux que l'on a pu décrire concernant certains jeunes des quartiers. Parfois, il devient difficile de partir car le territoire est la seule ressource, alors même qu'il n'existe aucune possibilité d'emploi sur place. L'émergence de cette nouvelle inégalité des jeunes face à la mobilité est une donnée rarement prise en compte. Une jeunesse urbaine, issue du cœur de ville, très ouverte à la mobilité, fait face à la jeunesse rurale, à certains pans de la jeunesse des quartiers, et jusqu'à certaines classes moyennes des banlieues, qui éprouvent de grandes difficultés à partir et restent longtemps chez leurs parents.

Quel est votre sentiment concernant les résultats portant sur les inégalités entre jeunes ?

En 2011, les Français semblaient résister à une forme de libéralisation de la société, et portaient une très forte revendication égalitaire : pour 84 % d'entre eux, les jeunes n'avaient pas tous les mêmes chances de réussir socialement. Quand on sait que dans les sondages, en général, répondre « non » à une question constitue un acte plus engageant, plus volontaire que répondre « oui », ce chiffre était tout à fait remarquable. Pour un quart des Français (contre un sixième il y a deux ans), tous les jeunes disposent bel et bien des mêmes chances de réussir ! Si ce reflux reste tout de même léger, il n'en est pas moins révélateur d'une évolution des mentalités.

Y a-t-il des décalages générationnels quant à ces perceptions ?

Oui : les 15-24 ans sont 34 % à considérer qu'ils disposent tous des mêmes chances de réussir socialement, un chiffre qui s'effondre à 18 % chez les 35-49 ans. On relève aussi en Espagne ce sentiment de communauté de destin de la part des plus jeunes, mais sous une autre forme, puisqu'il s'agit là-bas de se sentir égaux face à une crise qui n'épargne personne. Alors que pour cet indicateur comme pour d'autres, la génération 35-49 ans (comme les CSP+ d'ailleurs, qui ne se sentent plus sécurisés dans leur parcours) semble se caractériser par son amertume, une forme de frustration et de désillusion qui transparait à de multiples occasions – on l'aurait en quelque sorte trahie. Par opposition, la génération française âgée de moins de 25 ans semble encore y croire : croire en ses chances, en son avenir... Ils ont intériorisé qu'il y avait une crise, que

(...)

Commentaire de Cécile Van de Velde (suite)

les diplômés jouaient un rôle mais qu'il fallait diversifier leurs compétences, etc. Du coup, ils se montrent souvent plus optimistes que leurs aînés, soumis quant à eux à la « déstabilisation des stables » de Robert Castel, à un sentiment d'évoluer sur un escalier sans rampe et sans murs, duquel on peut tomber à n'importe quel moment.

Que dire du rôle des pouvoirs publics vis-à-vis des problématiques de jeunesse ?

Si les questions ne sont pas toujours tout à fait neutres, les réponses font écho à toute l'ambiguïté française face à la question des jeunes : une aide pour intégrer, oui, mais surtout pas pour assister – souvenez-vous des débats sur la baisse du RSA en-dessous de 25 ans. Ceux qui se méfient des aides publiques en direction des jeunes justifient leurs craintes par celle de l'assistanat. En France, il faut étudier, puis s'insérer - la protection sociale est toujours adossée à l'emploi. Cette conception ne prédomine ni dans les pays libéraux comme l'Angleterre, ni dans les sociaux-démocrates du Nord de l'Europe – nous sommes plus proches du modèle bismarckien allemand. Deuxième spécificité, liée à nos racines latines : il existe toujours traditionnellement une tension entre la famille et l'Etat. À ce titre, l'enquête montre tout de même une évolution : la demande d'aides plus directes, défamiliarisées apparaît de manière très claire.

75 % des Français estiment tout de même que les aides doivent parvenir directement aux jeunes, sans passer par la famille. Jusqu'ici, la pression des associations familiales sur les pouvoirs publics reste très forte, or ce changement progressif de paradigme crée un décalage croissant des politiques vis-à-vis de la demande sociale.

Des aides très égalitaires, également...

Oui, les mêmes aides pour tous les jeunes. La moitié des Français souhaite que le soutien soit attribué à tous les jeunes sans aucune condition particulière, contre un tiers désireux de prendre en compte leur situation familiale ou sociale. C'est un vœu républicain - et les CSP- sont parmi les plus volontaires sur ce point. Alors que toute l'Europe semble s'être libéralisée, la valeur égalité reste très forte en France : il faut pouvoir tout remettre à plat, en réduisant le poids de la famille dans les trajectoires. Cette demande d'uniformisation constitue l'un des enseignements les plus surprenants de cette étude. Actuellement, les politiques publiques françaises sont très hybrides, constituées d'un panachage d'influences différentes, prises de-ci de-là chez nos voisins puis adaptées « à notre sauce » : à terme, les aides en direction des jeunes sont souvent traitées au cas par cas, via des dossiers compliqués à remplir pour obtenir des sommes dérisoires. •

→ Retrouvez l'interview en ligne sur : www.jeunessestsolidaire.org

Conférence-débat « Devenir adulte aujourd'hui, quels défis pour les politiques publiques ? »



Les résultats complets de l'enquête ont été présentés et commentés lors d'une conférence-débat organisée au CNAM en partenariat avec l'Injep le 28 février 2013.

« Qui » sont les jeunes ? À quelles difficultés font-ils face ? Faut-il parler de génération sacrifiée ? Tous les jeunes sont-ils logés à la même enseigne ? Que font les pouvoirs publics pour les protéger ?

Table ronde animée par Laurent Jeanneau, *Alternatives Économiques*.

Parmi les intervenants, nous pouvions compter sur :

- Bertrand Coly, MRJC, représentant du Forum français de la jeunesse,
- Jean-Claude Richez, coordonnateur de la mission Observation Evaluation de l'Injep,
- Cécile Van de Velde, sociologue, maître de conférences à l'EHESS, marraine de l'Observatoire de la Jeunesse Solidaire de l'Afev.

COMPTE-RENDU À RETROUVER SUR : www.injep.fr



En librairie : Politiques sociales. « Inégalités entre jeunes sur fond de crise »

Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2012 qui présente une analyse approfondie des inégalités intragénérationnelles.

Auteur(s) : Francine Labadie et Observatoire de la jeunesse et des politiques de jeunesse / Éditeur : La Documentation française (2012) / 240 pages.

Et que disent les jeunes ?

Extraits du blog ZEP lancé par l'Afev avec le magazine *l'Etudiant* et l'émission *Périphéries* de France Inter : <http://blog-trendy.letudiant.fr/zep/>

Jeunesse insouciante, mon œil !

« Une fois mon bac en poche, mes aînés me disaient tous : « La meilleure partie de ta vie commence maintenant : la vie étudiante ! » Ils me parlaient de fête, d'amis et d'avenir professionnel au creux de mes mains... En réalité, j'ai croisé rivalité, travail intense, stress et incertitude professionnelle ! Aujourd'hui, le post-bac n'est plus le « joyeux bordel » des travailleurs de demain. J'ai alors voulu savoir pourquoi je n'ai pas eu le droit de goûter à ça lors de cette période de ma vie. Je vous avoue que la réponse fut rapide à trouver : avec 460 euros de bourse (je suis chanceuse) et une indépendance sans faille, il faut payer : un loyer, des assurances, des charges, la cantine, le portable, la nourriture (...) »

→ **MÉLANIE**, 21 ans, étudiante, Perpignan

Autonome ? Oui à 45 h par semaine !

« J'ai voulu arrêter la fac et me réorienter vers le concours d'éducateur spécialisé. Entre le moment où l'on quitte la fac et où l'on obtient le concours il faut bien vivre. J'ai donc dû me jeter – et non "m'insérer" – dans la vie professionnelle. (...) »

→ **CHARLOTTE**, 19 ans, étudiante en préparation du concours d'éducateur spécialisé, en service civique et équipière de caisse, Perpignan

Comment finir le mois avec 10 euros ?

« (...) Si un étudiant n'a pas les moyens, personne ne bougera pour l'aider, à part ses parents, et encore ça dépend lesquels. Quand est-ce qu'on aura droit à l'indépendance ? »

→ **JUDICAEL**, 18 ans, étudiant en licence Arts du spectacle, Rennes

À Pôle Emploi, je suis la K1802

« Il faut ce « réseau » dont tout le monde parle dans le monde des « sans emploi » mais que personne n'a jamais vu. Oui, car s'il y a deux mondes qui ne se côtoient pas ou vraiment très peu c'est celui des demandeurs d'emploi et celui de ceux qui sont déjà en poste. Ceux qui ont ou se fabriquent du réseau, et les autres. (...) »

→ **ELSA**, 25 ans, en service civique, Perpignan

Désorientée, trop vite orientée

« (...) ailleurs, chez nos voisins européens, les étudiants après l'équivalent du bac ont le droit de prendre leur temps : les Allemands ont un service civique très développé, les Anglais ont la traditionnelle année sabbatique pour voyager et découvrir la vie, ou encore les Espagnols ont les Volontariats à l'étranger qui sont très développés. Pas de précipitations donc, mais des expériences qui permettent à ces jeunes Européens d'évoluer et

de faire leur choix plus sereinement. Et surtout pas de culpabilisation pour tous ceux qui ne trouvent pas tout de suite leurs places, qui se sont mal orientés ou qui ne supportent plus un système ne leur laissant pas le temps de vivre, tout simplement. »

→ **MIRAGE***, 22 ans, étudiante en licence de sciences du langage, Grenoble. (*pseudo)

Recherche désespérément une entreprise pour me former

« (...) Espérons que les emplois d'avenir, mis en place par le Président de la République, vont ouvrir d'autres portes aux étudiants, changer les mentalités, nous permettre d'être formés et acceptés à notre juste valeur. Ne vous inquiétez pas, chers patrons : on ne mord pas, on veut juste avoir la possibilité d'apprendre et d'évoluer, on n'est pas là pour ralentir la cadence mais pour l'améliorer avec vous. »

→ **VANESSA**, 22 ans, en recherche d'une entreprise pour se former, Perpignan

Ai-je raté ma vie avant de l'avoir commencée ?

« je pense que le propre de mon âge, que le propre de la jeunesse, est justement d'expérimenter, de se tromper et d'envisager des plans de carrières qui n'aboutiront pas toujours. (...) »

→ **AYELYA**, 23 ans, étudiante, prépare le concours de professeur des écoles



Le blog
de la jeunesse en verve

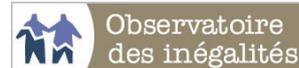


letudiant.fr

AFEV **



Quelques chiffres pour comprendre

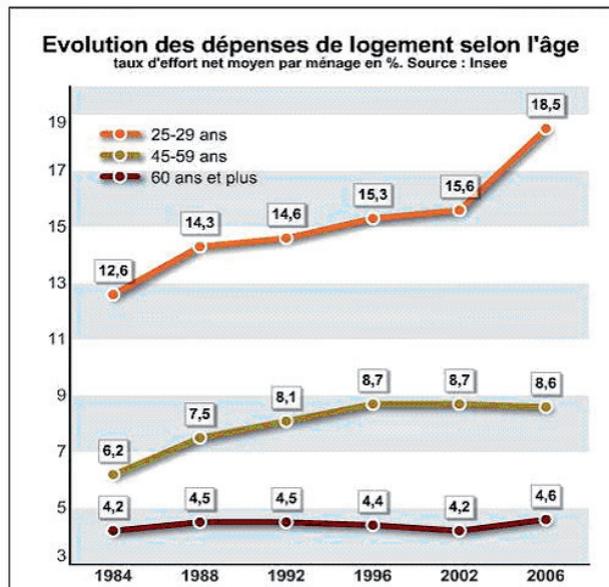


LE NIVEAU DE VIE CHEZ LES JEUNES : LE POIDS DES DÉPENSES DE LOGEMENT

Le niveau de vie s'élève avec l'âge. Alors que les 20-29 ans touchent en moyenne 1 650 euros par personne, les 50-59 ans vivent avec 2 100 euros. Mais ces données sur les niveaux de vie masquent le coût du logement. Les moins de 25 ans paient le plus lourd tribut puisqu'ils consacrent 22 % de leurs revenus aux dépenses de logement (18,5 % pour les 25-29 ans) contre 4,6 % pour les plus de 60 ans.

Si le taux d'effort net est resté stable pour les 45-59 ans et les plus de 60 ans ces vingt dernières années, le coût du logement pour les plus jeunes s'est nettement élevé de 12,6 % en 1984 à 18,5 % en 2006 pour les 25-29 ans.

Les jeunes sont aujourd'hui pris en tenaille entre des difficultés d'insertion sur le marché du travail, qui leur offre le plus souvent de très bas salaires, et la hausse des dépenses de logement.

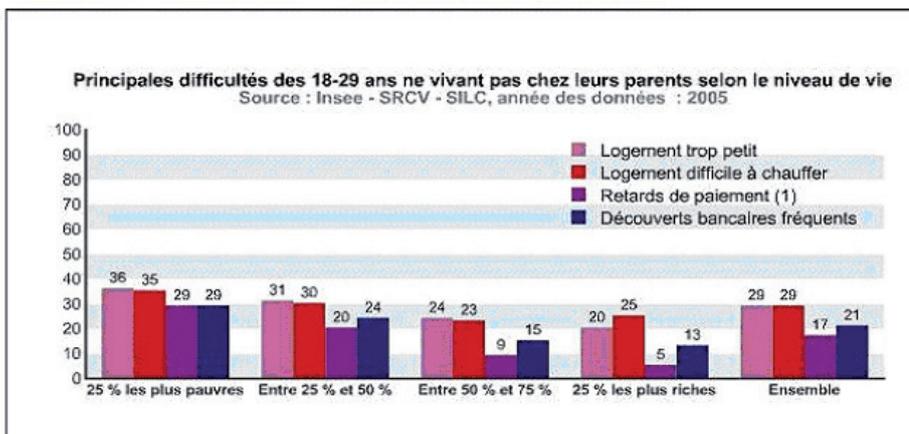


LES CONDITIONS DE LOGEMENT DES JEUNES ADULTES

Peu de jeunes de 18 à 29 ans déclarent aujourd'hui vivre dans des logements qui ne disposent pas des éléments de base du confort sanitaire.

En revanche, 29 % des jeunes déclarent occuper un logement trop petit, autant ont du mal à chauffer leur habitation faute de moyens, et 17 % ont des retards de paiement. Tous les jeunes sont concernés, mais à l'intérieur de la jeunesse, les écarts sont grands : 29 % des ménages appartenant au quart le plus modeste ont des retards de paiement, contre

5 % des plus aisés, 36 % des premiers disposent d'un logement trop petit, contre 20 % des seconds. À l'intérieur même de ces fractions, des écarts existent : le quart le plus modeste rassemble des jeunes ménages en grande difficulté, contraints à vivre en squat ou de se faire héberger temporairement par des amis, ainsi que des jeunes de milieux modestes, mais qui disposent d'un logement plus durable.



www.inegalites.fr

Aller plus loin

Retrouvez les résultats de l'enquête dans le hors-série poche n°60 (février 2013) « L'état de la jeunesse en France » publié par Alternatives Economiques en partenariat avec l'Injep et l'Afev.

En 160 pages, ce hors-série dresse un panorama complet des enjeux auxquels sont confrontés les jeunes aujourd'hui, avec les analyses des meilleurs spécialistes et les chiffres clés qui permettent de comprendre les différentes étapes, jalonnées d'obstacles, qui mènent à l'autonomie.



Tribune de l'Afev

OUVRIR ENFIN LA PORTE À LA JEUNESSE

→ **ÉLISE RENAUDIN**, *Directrice déléguée de l'Afev*

→ **CÉCILE VAN DE VELDE**, *Sociologue, marraine de l'Observatoire de la jeunesse solidaire*

Bien sûr, la jeunesse n'est pas le seul âge fragilisé par la crise. Bien sûr, d'autres générations ont souffert de maux parfois bien plus violents. Bien sûr, la réponse n'est pas dans l'assistanat. Il ne s'agit pas ici de plaindre une nouvelle fois la jeunesse ou d'être le relais d'un misérabilisme paternaliste. Il s'agit de lui donner les moyens concrets de croire en ses chances, d'adhérer à notre système, et, à terme, de protéger aussi ses aînés.

Le taux de pauvreté juvénile augmente d'année en année. La hausse du chômage les a particulièrement frappés, atteignant plus de 40 % dans certains quartiers. L'augmentation parfois vertigineuse des loyers, près de 30 % ces dernières années, freine leur accès à un logement autonome. De nombreux jeunes, y compris salariés, sont contraints de retourner vivre chez leurs parents.

Face à ces difficultés, les réactions se radicalisent. Nombreux sont ceux qui portent la culpabilité de leur échec et perdent durablement l'estime d'eux-mêmes. D'autres « s'indignent » ou rejettent le système économique ou politique. Certains surinvestissent la carte du diplôme, alors que de plus en plus de jeunes y renoncent absolument, s'engagent dans l'extra-scolaire ou cherchent à entreprendre. Une frange croissante d'entre eux, enfin, choisit actuellement de migrer vers des pays plus prometteurs. Au fil de nos enquêtes annuelles, il s'avère que les jeunes croient de plus en plus en leurs stratégies personnelles et de moins en moins en la société pour leur faire une place.

Nos expériences de terrain nous rappellent combien il n'existe pas de recette miracle pour améliorer les perspectives globales de la jeunesse. Mais il devient évident qu'il faut changer de paradigme dans la façon de considérer les jeunes adultes en France, et rompre avec l'idée qu'ils ne sont pas totalement citoyens avant 25 ans. Ce changement passe par des politiques intégrées qui activent tous les leviers de leur autonomie : d'autres pays -qu'ils soient « sociaux-démocrates » au nord de l'Europe, ou plus libéraux comme les sociétés anglo-saxonnes- ont fait le choix de cette reconnaissance citoyenne des jeunes majeurs, par une protection sociale dès 18 ans, la valorisation de compétences multiples, et en favorisant l'accès à l'emploi. Pour l'instant, sur tous ces indicateurs, la France se rapproche de la scission entre les « jeunes » et les « adultes » que l'on retrouve dans les pays méditerranéens. Cette scission se radicalise avec la crise,

et fait de plus en plus dépendre la poursuite des études et la réussite sociale d'un soutien familial, quand celui-ci est possible, tout comme elle accroît la distance entre les jeunes et les employeurs.

Cette difficulté à entrer dans la vie sociale et professionnelle en toute autonomie est aggravée par un système d'aides publiques dont une partie conséquente est versée aux familles et non aux jeunes directement. Or, selon la dernière enquête de l'Observatoire de la jeunesse solidaire, le changement de ce système vers des aides plus directes, à partir du moment où le jeune est majeur, est soutenu par une majorité de Français. Il devrait s'accompagner d'une réflexion sur la question fondamentale de la répartition des efforts entre les familles, les pouvoirs publics et les entreprises, ainsi que sur celle du choix entre ce qui doit relever de la responsabilité individuelle ou de la responsabilité collective.

« Une société qui ouvre ses espaces démocratiques aux jeunes, et qui soutient leur engagement et leur mobilité.

Plutôt que de les considérer comme une catégorie à part, il faut donc ouvrir la porte à la jeunesse, et passer d'une société qui brille par un taux de natalité très supérieur aux autres pays européens mais peine à faire de la place à ses enfants devenus adultes, à une société qui sécurise les transitions entre les études et l'emploi,

et qui donne aux jeunes la possibilité de composer eux-mêmes leurs parcours. Une société qui ouvre ses espaces démocratiques aux jeunes, et qui soutient leur engagement et leur mobilité. Les jeunes souhaitent de plus en plus être considérés comme des citoyens comme les autres -et non avant tout comme les enfants de leurs parents-, et en conséquence que leurs droits sociaux et leur participation à la vie publique soient au même niveau que les autres générations.

Les initiatives gouvernementales annoncées récemment sont un premier pas encourageant pour faciliter les conditions de vie des jeunes, mais elles ne seront pas suffisantes pour inverser le paradigme en faveur de la jeunesse et l'accompagner vers son autonomie. Dans cette perspective, nous appelons au lancement de trois grands chantiers : la refonte équitable et émancipatrice du système d'aides publiques pour les jeunes ; une reconnaissance plus importante des initiatives et des engagements solidaires, notamment dans le cadre des études ; et enfin la mise en place de mesures volontaristes pour l'entrée des jeunes dans la vie politique. •

En résumé

Les pouvoirs publics doivent prendre en compte l'aggravation des conditions de vie des jeunes

Au moment de la tenue du premier Comité Interministériel de la Jeunesse, le 21 février 2013, cette étude appelle les pouvoirs publics à prendre en compte l'aggravation des conditions de vie des jeunes. Leur situation est en effet alarmante. Leur taux de pauvreté augmente d'année en année. La hausse du chômage les a particulièrement frappés, ainsi que l'augmentation parfois vertigineuse des loyers, ce qui freine leur accès à un logement autonome. De nombreux jeunes, y compris salariés, sont contraints de retourner vivre chez leurs parents. Enfin, cette difficulté à entrer dans la vie sociale et professionnelle en toute autonomie est aggravée par un système d'aides publiques qui ne facilite pas l'émancipation des jeunes.

Les Français souhaitent plus d'autonomie pour les jeunes

Les Français interrogés souhaitent majoritairement un rôle accru des pouvoirs publics et plus d'autonomie pour les jeunes. Ainsi, ils sont 70 % en faveur d'une action des pouvoirs publics pour soutenir les jeunes et 75 % pensent que les aides financières de l'État devraient être directement attribuées aux jeunes quand ils deviennent majeurs.

« Je souhaite que le chantier du basculement des aides de la famille vers le jeune directement soit ouvert », Valérie Fourneyron

Valérie Fourneyron, ministre en charge de la Jeunesse, a réagi aux conclusions de notre enquête. Elle souligne qu'accompagner les jeunes vers l'autonomie, c'est aussi les « reconnaître comme des citoyens qui doivent pouvoir faire entendre leur voix dans l'espace public. ». Elle affirme également son souhait « que le chantier du basculement des aides de la famille vers le jeune directement soit ouvert après le comité interministériel de la jeunesse. C'est un chantier qui doit concerner les étudiants mais aussi tous les jeunes en formation. »



VIDÉO À RETROUVER SUR L'AFEVTV, DAILYMOTION

NOUS CONTACTER



Elise Renaudin, directrice déléguée
26 bis rue de Château Landon - 75010 Paris
Tél : 01 40 36 01 01
Email : pole.national@afev.org

PRESSE :
Magali De Exposito, chargée de communication
Tél : 06 82 78 97 31
Email : communication@afev.org